Archivage Wilders

03/04/2000 à 3h41

Devant ses pairs, le député néerlandais Geert Wilders fait l'unanimité contre lui

LE MONDE | 02.04.08 | 14h07 • Mis à jour le 02.04.08 | 14h07
Seul contre tous : pendant plusieurs heures, mardi 1er avril, le député Geert Wilders a affronté tous les groupes politiques de la Seconde Chambre néerlandaise et trois ministres (le chef du gouvernement et les responsables de la justice et de l'intégration).

L'auteur du film Fitna, diffusé sur Internet depuis jeudi 27 mars, a refusé de concéder la moindre erreur quant à sa stratégie de dénonciation du Coran, dont il réclame l'interdiction. S'estimant soutenu par une majorité de ses concitoyens, il continuera d'attaquer la religion musulmane "qui entend dominer le monde".

Manifestations en Indonésie, Malaisie et Jordanie
Des manifestations contre le film de Geert Wilders ont eu lieu mardi 1er avril à Djakarta, en Indonésie, pour le deuxième jour consécutif. Le président, Susilo Bambang Yudhoyono, a interdit au député populiste de se rendre dans son pays. Les autorités indonésiennes ont demandé au site YouTube d'arrêter de diffuser Fitna. Depuis la difusion du film, des actions de protestation ont aussi lieu en Malaisie et en Jordanie. Des militants iraniens antimollahs l'ont quant à eux diffusé, sous-titré, sur leur site Web. Lundi, le ministre des affaires étrangères néerlandais, Maxime Verhaegen, a rencontré les ambassadeurs de 26 pays musulmans pour appeler au calme.

[-] fermer
Balayant les critiques sur la polarisation de la société néerlandaise qu'il aurait favorisée, il s'en est pris, au contraire, à celui qu'il appelle désormais "Chamberlain" : Jan Peter Balkenende, le premier ministre chrétien-démocrate, qui a, selon lui, "capitulé", tentant d'interdire un film avant de l'avoir vu et "sacrifiant" ainsi la liberté d'expression pour plaire à des régimes qui sont "presque tous des dictatures". M. Wilders a exigé des "excuses" de la part du premier ministre.
Les leaders de tous les partis ont dénoncé l'objectif de Fitna qui était, selon eux, d'assimiler l'ensemble des musulmans à des intolérants et à des terroristes. "On peut dire que votre film est, en fait, une justification du djihad", a estimé Femke Halsema, écologiste. "C'est une occasion ratée, parce que vous ne proposez que des solutions impraticables", a déclaré Mark Rutte, leader des libéraux. "Que doivent faire de votre film tous les musulmans modérés qui se construisent une vie aux Pays-Bas ?", a interrogé Mariëtte Hamer, du parti travailliste.

INÉBRANLABLE

M. Wilders a, la plupart du temps, esquivé les réponses. Comment fera-t-il, lui qui propose d'interdire l'immigration issue de pays musulmans, pour fixer des règles ? "Refuserez-vous l'asile à des chrétiens turcs ?", lui ont demandé, par exemple, les chrétiens-démocrates. Le chef de file du Parti pour la liberté (PVV) n'a pas davantage expliqué pourquoi il n'avait pas intenté une action judiciaire visant à obtenir la censure du Coran si, comme il l'affirme, ce livre est contraire à l'Etat de droit.

Inébranlable, l'auteur de Fitna a, à son tour, posé des questions. "Pourquoi ne vous mobilisez-vous pas plutôt pour défendre nos valeurs chrétiennes face à l'islam ?", a-t-il lancé aux chrétiens-démocrates et aux protestants rigoristes. "Pourquoi les gens des quartiers vous fuient-ils ? Parce

qu’ils en ont assez de vos fables multiculturalistes !”, a-t-il lancé aux travaillistes.

M. Wilders a toutefois été appuyé dans sa dénonciation de l’attitude du gouvernement qui, sans avoir vu le film, avait demandé à ce qu’il ne soit pas diffusé, voire interdit. “Il faut défendre la liberté de croyance contre Wilders, mais aussi la liberté d’expression contre ce gouvernement”, a plaidé le libéral Mark Rutte. “Il est déraisonnable de prendre le Coran à la lettre mais il est temps de débattre de la liberté de penser, de l’égalité homme-femme et de la citoyenneté”, a estimé Jan Marijnissen, de la gauche socialiste.

Le débat s’est encore tendu lorsque le ministre de la justice, Ernst Hirsch Ballin, a révélé que M. Wilders avait lui-même informé le gouvernement de ses intentions, il y a quelques mois. Il aurait évoqué son projet de brûler des feuillets du Coran. “Mensonges !”, s’est exclamé le député populiste.

Jean-Pierre Stroobants